

SESSION 5 : 9 FÉVRIER | TABLE RONDE

« Santé humaine, santé environnementale, santé globale »

SYNTHESE

› ANIMATRICE

Hélène Leriche • Responsable biodiversité-économie – Association OREE

› INTERVENANT•ES

Basile Mace de Lepinay • Étudiante GTDL – Paris Saclay

Maréva Vaucher • Étudiante GTDL – Paris Saclay

Aymeric Jung • Associé gérant – Quadia Impact Finance

Pierre Pujos • Agriculteur

Barbara Demeneix • Professeur émérite Muséum National d'Histoire Naturelle, Membre de l'Académie des Technologies, Membre Associé de l'Académie de l'Agriculture

Serge Morand • Chercheur, professeur CNRS et CIRAD – Faculté de Médecine Tropicale de l'Université Mahidol à Bangkok



Les conséquences de l'activité humaine, et en particulier agricole, sur les écosystèmes et la biodiversité, sont aujourd'hui très documentées. L'être humain n'échappe pas à ce grand désordre : il est établi qu'un grand nombre de maladies qui le frappent sont induites par ses modes de production et de consommation alimentaires.

Où en sommes-nous de ces troubles sanitaires partagés ? Quel rôle y jouent les systèmes alimentaires ? Comment, à l'inverse, ces derniers pourraient-ils mieux protéger, préserver voire restaurer le vivant ? Et comment s'y prendre concrètement ?

Poser un diagnostic

Reliés


La pandémie de Covid 19 a rappelé, si cela était nécessaire, notre lien étroit à l'environnement. « On a une augmentations des zoonoses, c'est-à-dire des maladies avec des agents pathogènes qui circulent entre les animaux (...) et les humains, et des maladies vectorielles, transmises par les insectes », annonce Serge Morand. Et comme nous évoluons dans un monde très interconnecté, « quand émerge quelque part une épidémie ou des maladies concernant les animaux d'élevage et les humains, (...) ça va très rapidement dans un hub, comme Wuhan par exemple, et ça part sur la planète ». Entre un écosystème dont nous faisons intimement partie, et une interaction toujours plus forte entre les hommes – et plus globalement entre les hommes et le « système vivant dynamique » –, nous avons créé les conditions d'une vulnérabilité qui, aujourd'hui, se rappelle brusquement à nous. Avec cette épidémie, nous redécouvrons que « la santé des écosystèmes est également la santé de l'être humain », résume Barbara Demeneix.

Inquiets

La situation actuelle contribue à révéler un problème qui intéresse l'humanité toute entière : l'hégémonie d'un système de production et de consommation alimentaire qui dégrade la nature et nuit à notre santé. « Il faut des biocides – pesticides, antibiotiques – à la fois pour nourrir et pour soigner les animaux, signale Serge Morand. Tout cela, avec des changements majeurs de couverture forestière, (...) est associé à un développement des épidémies et à l'effondrement de la biodiversité. » Ces mêmes pratiques chargent notre air et nos assiettes d'éléments nocifs pour notre santé. « Chaque enfant qui naît en France et ailleurs est contaminé par une centaine de molécules qui ne devraient pas exister dans son corps, assure Barbara Demeneix. Cela a des effets sur le métabolisme, le développement du cerveau, la fertilité, le risque de développer des cancers. » Parmi ces substances, les perturbateurs endocriniens « interfèrent avec nos hormones essentielles dès notre conception. (...) Les trois premiers mois où l'organisme se forme sont les plus critiques par rapport à certaines maladies. (...) Toute la période de la petite enfance est aussi concernée. » Cette problématique possède en outre une forte dimension sociale : « La malbouffe touche surtout les couches défavorisées de notre société », observe Barbara Demeneix. « Si vous avez quatre côtelettes à 3,50 euros, illustre Serge Morand, c'est qu'il y a surtout de l'eau et des produits chimiques. » Or, ces modes de consommation favorisent l'obésité, le diabète et les maladies cardiaques, lesquels « aggravent les symptômes et augmentent le risque de mortalité » face, notamment, à la Covid-19. C'est un cercle vicieux qui « relie les maladies infectieuses et les maladies non infectieuses ». L'injustice sociale devient dès lors une injustice sanitaire.

Coincés


Les raisons de cette situation sont multiples, mais l'élevage intensif y tient une place importante. « La masse des animaux d'élevage représente, avec les humains, 95% de la biomasse sur la Terre. Il ne reste que 5% pour les autres vivants », indique Serge Morand. Cette pratique exige de déforester, produire massivement une alimentation animale de piètre qualité, administrer des médicaments... Autant de pratiques qui contribuent à l'appauvrissement des sols, au développement de zoonoses, à l'usage accru d'intrants chimiques, que les humains, à l'autre



bout de la chaîne, paient de leur santé. « On retrouve dans notre alimentation les microplastiques mais surtout les pesticides, affirme Barbara Demeneix. Toute femme est exposée à des perturbateurs endocriniens à tout moment. » Quant aux agriculteurs, ils doivent composer avec une perte importante de biodiversité et « des sols très pauvres en matière organiques, souligne Pierre Pujos. Il faut régénérer tout ça, et la difficulté est assez importante. » Dans le même temps, la croissance démographique mondiale et la pression sur les ressources ont fait de l'agriculture un « marché porteur », rapporte Aymeric Jung. Les investissements se sont dirigés vers l'« achat massif de terres agricoles en Afrique et en Amérique du Sud, avec la mise en place de monocultures pour nourrir le monde de façon quantitative ». Un choix insensé compte tenu de l'explosion démographique, car « produire massivement de la nourriture sur de grands espaces et la faire voyager sur des milliers de kilomètres appauvrit nos sols, détruit la biodiversité, pollue la planète... et tout cela pour proposer « une nourriture à bas prix, de mauvaise qualité, destructrice des communautés agricoles. (...) C'était une solution quantitative à court terme, qui recherchait plus la maximisation financière que le bien-être de la planète à long terme », réprovoque-t-il.

Traiter pour aller mieux


Bifurquer




Les mesures adoptées pour faire face à ces crises répétées visent à côté. « On veut améliorer la surveillance et la biosécurité, on regarde et on traite les conséquences, mais on ne s'attaque pas aux causes », critique Serge Morand. Crise après crise, « on fait toujours la même chose, on a toujours le même cadre de pensée ». Un problème démocratique avant toute chose : au niveau européen, on voit ainsi une politique agricole commune (PAC) « décidée dans une commission nommée par les États », très loin d'un monde réel tenaillé en particulier par « un sentiment d'injustice économique, sociale ». Le chercheur appelle à replacer l'économie dans le cadre politique, et à « forcer l'intersectorialité » entre la santé publique, la santé environnementale, la santé humaine et la santé animale. Sur le terrain, Aymeric Jung plaide pour le soutien à une « agriculture régénératrice », dans le cadre d'une approche qu'il compare à l'écosystème naturel : « Le capital et l'investissement, c'est un peu comme l'eau, et les graines, comme les entreprises. Ce qui manque, c'est le sol qui va permettre que poussent des entreprises vertueuses. » La difficulté réside dans le caractère à la fois urgent et total du changement de paradigme nécessaire pour sortir des éternelles solutions techniques. « Les insectes pollinisateurs rendent un service de l'ordre de 200 milliards de dollars par an », relate ainsi Aymeric Jung. Ce montant considérable témoigne de l'importance vitale de cette pollinisation aujourd'hui menacée. Mais si l'on essaye de sauver cette pollinisation par des moyens purement techniques, on va « polliniser uniquement ce qui va avoir une valeur marchande (...) et perdre toute la biodiversité sauvage ». Et là, prévient-il, « on sait que le monde s'écroule ».

Préserver


Se rapprocher du terrain est précieux pour éviter le défaitisme. Installé dans sa ferme du Gers depuis une vingtaine d'années, Pierre Pujos confie comment, malgré les difficultés, il s'est efforcé de créer « des systèmes qui remettent en place de la biodiversité (...) dans et autour des parcelles ». Outre le bannissement des intrants chimiques, il a régénéré les sols en les travaillant peu et en les confiant aux bons soins de brebis, dont l'action fertilise la terre. L'ambition du fermier est double : « Ne pas piller les sols et les ressources », et « créer des aliments environnementalement régénérateurs et nutritivement excellents ». Cette alimentation issue de sols enrichis permet en outre de procurer à l'organisme a besoin des éléments comme « l'iode, qui est nécessaire pour le développement du cerveau », précise Barbara Demeneix, qui engage plus globalement à revoir son régime alimentaire. « Une nutrition saine passe par une diversification des aliments, avec moins de viande, moins de fromage », soutient-elle. Et changer son alimentation a des répercussions





plus globales. « *L'économie n'est que le résultat de nos choix en tant que consom'acteurs* », insiste Aymeric Jung. Cette alimentation durable a d'autant plus d'impact qu'elle s'insère dans un contexte local. « *On crée un lien de proximité sur trente kilomètres autour de la ferme, explique Pierre Pujos. Ce sont des systèmes très itinérants* ». Selon les besoins, les troupeaux vont et viennent entre la montagne et la plaine, créant des liens entre les territoires et entre les activités, pour le plus grand bien de tous, et de l'environnement. « *Seul sur sa ferme, on est très limité, explique-t-il. On a besoin des autres territoires pour avoir ce type de pratiques.* » Cette reconnexion – à l'environnement, au territoire, aux autres – est fondamentale. Elle participe d'une « *social-écologie du bien-vivre ensemble* », considère Serge Morand, qui convie à « *travailler sur la co-viabilité des systèmes socio-économiques et des systèmes naturels* ». Prendre soin de la nature et de notre vie en commun doit aussi nous amener à sortir d'une « *approche individualiste* » de la santé et à promouvoir « *une santé publique de qualité* ». Dans cette optique, nous devons « *retravailler tous ensemble, entre citoyens, politiques, entreprises, associations* ». Sans toutefois faire abstraction du niveau global, aujourd'hui incontournable... mais en mettant « *de la mesure dans la démesure* », avise Aymeric Jung.

Soutenir



Si les expériences vertueuses ne manquent pas, elles restent marginales. « *On est sur des initiatives ridicules en termes de volumes* », reconnaît Pierre Pujos. Atteindre des niveaux plus élevés implique que « *la société civile nous aide (...) en achetant nos produits, notamment* ». Mais il faut aussi « *des outils de transformation, des troupeaux plus gros, (...) et passer aux autres agriculteurs l'information que d'autres systèmes existent, qui permettent de vivre!* » Si la société se mobilise, les agriculteurs en système conventionnel sont plus difficiles à toucher, et ont plus souvent l'oreille des élus. « *Ça dépend des personnes* », précise cependant Pierre Pujos. « *Il y en a qui se battent, mais (...) c'est assez compliqué de se faire entendre* », constate-t-il. Or, si être soutenu localement est important – pour s'installer notamment –, c'est sur la PAC elle-même qu'il faudrait influencer pour aller vers « *des changements plus radicaux et rapides* ». Certes, entre le European Green Deal et son équivalent américain, « *il y a de l'espoir* », veut croire Barbara Demeneix. De même, le règlement européen Reach, dont l'objectif est de mieux protéger l'homme et l'environnement contre les risques liés aux substances chimiques, « *a déjà fait un gros travail. Mais on peut mieux faire* ». Sans attendre des évolutions qui tardent toujours trop, Aymeric Jung a décidé de manier un autre levier : l'impact investing. Cette approche consiste à financer des entreprises mettant en œuvre un nouveau modèle d'« *économie régénératrice* » qui allie « *la performance financière, la pertinence économique, l'impact social et l'impact environnemental* ». Parmi les entreprises ainsi épaulées, on retrouve en particulier des acteurs « *qui privilégient l'alimentation santé, (...) le local, l'anti-gaspillage ainsi que le bien-être animal* ». Ce mouvement accompagne celui des fondations, qui « *mettent le pied à l'étrier à des associations ou des personnes qui portent des initiatives (...) avec une démarche éthique* ». Mais pour que tout cela fonctionne au mieux, il faut « *des politiques qui font des choses pour le bien public, intervient Serge Morand. Le bien public, ce n'est pas une valeur marchande : ce sont des valeurs communes qui sont défendues par des politiques publiques. La biodiversité, l'environnement, la santé, c'est aussi ça.* »

Retrouvez la session complète en [vidéo](#)